

FINANCE & MARCHÉS

Pour Christine Lagarde, l'Europe résiste bien à la guerre commerciale

BANQUE CENTRALE

La présidente de la Banque centrale européenne a dressé un premier bilan de la hausse des taxes douanières américaines sur la zone euro.

Celui-ci est meilleur que redouté... pour le moment.

Guillaume Benoit

L'Armageddon redouté n'a pas eu lieu. « Les droits de douane ont eu jusqu'à présent peu d'impact inflationniste, leurs effets néfastes se limitant principalement à la croissance [et de façon] relativement modérée. » Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a dressé, mardi, un premier bilan de l'impact des nouvelles taxes douanières imposées par l'administration Trump à son premier partenaire commercial, l'Union européenne.

Et on est assez loin de la catastrophe envisagée. Y compris par la Banque centrale européenne, a reconnu sa présidente dans un discours à Helsinki intitulé « Guerres commerciales et banques centrales : les leçons de 2025 ». Une bonne surprise qui s'explique d'abord par l'absence de représailles de Bruxelles, même si cette dernière a valu de nombreuses critiques à la Commission. « De ce fait, nous n'avons pas encore constaté de perturbations importantes de la chaîne d'approvisionnement », explique la Française.

Les effets de la hausse de l'euro face au billet vert (+13 % depuis le début de l'année) ont également réduit les pressions inflationnistes

qui auraient pu naître d'un affaiblissement de la devise européenne, plombée par une dégradation de l'économie sur le Vieux Continent.

Statu quo monétaire

Et l'éloignement américain, tant sur le plan des relations commerciales que de la défense, a poussé les pays de l'UE à trouver des solutions alternatives (accords avec d'autres régions, plans d'investissements), permettant de préserver une partie de la croissance. La fin rapide des incertitudes, grâce à la signature de l'accord entre Bruxelles et Washington, a permis de limiter les impacts négatifs sur l'économie.

Conséquence de cette situation plus bénigne qu'attendu, la BCE – en pause depuis le mois de juin – est confortée dans sa décision de maintenir le statu quo en matière de politique monétaire. « Les risques pour l'inflation semblent assez maîtrisés dans les deux sens », a déclaré Christine Lagarde. Avec des taux directeurs désormais à 2 %, nous sommes bien placés pour réagir si ces risques évoluent, ou si de nouveaux chocs menaçant notre objectif appa-

raissent. »

Elle estime qu'en ayant déjà diminué le loyer de l'argent en Europe d'un point de pourcentage en un an, la banque centrale a pu « amortir l'impact [de la guerre commerciale] tout en maintenant l'inflation à moyen terme sur les rails ». Un optimisme qui ne semble pas avoir été entamé par la publication, un peu plus tôt, des chiffres de la hausse des prix en Allemagne pour septembre.

Celle-ci est ressortie à 2,4 % sur 12 mois, contre 2,1 % au mois d'août, et au-dessus des 2,2 % attendus. La faute notamment à une baisse des coûts de l'énergie moins importante que l'an dernier à la même période.

Vigilance

Dans son discours, la banquière centrale s'est toutefois gardée de tout triomphalisme. « Nous sommes dans une bonne position aujourd'hui, mais cette position n'est pas figée, a-t-elle reconnu. Notre tâche est de la maintenir avec agilité, humilité et une base solide dans les données. » De nouveaux chocs pourraient en effet se profiler, et





tous les effets des droits de douane américains ne se sont pas encore manifestés. Notamment parce que les entreprises ont plutôt eu tendance à écouler leurs stocks et absorber sur leur marge le surplus douanier.

Tout dépendra également des velléités de Washington à durcir encore le ton vis-à-vis de l'Europe, poussant cette fois-ci Bruxelles à réagir. Les économistes de la BCE estiment qu'une grave escalade des tensions commerciales pourrait réduire la croissance d'environ 1 point de pourcentage d'ici à fin 2027. *« La relance potentielle de l'augmentation des dépenses de défense ne serait pas suffisante pour compenser cela, même si tous les pays devaient respecter pleinement leurs engagements envers l'Otan »,* a averti Christine Lagarde. ■

